

## LES INSTITUTIONS DE L'ASSISTANCE MÉDICALE A LODZ (1918 - 1939)

Pendant l'entre-deux-guerres 1918-1939, Lodz venait juste après Varsovie pour son nombre d'habitants qui est passé de 342.000 à 672.000 personnes (1). Son essor démographique a été le résultat des processus de migrations qui, de 1921 à 1931, d'après les données administratives, entraînent un accroissement de la population de 62 % tandis que la natalité pourvoyait à 38 % de sa croissance (2). Les années 1918-1939 voient la venue de 270.000 personnes et, comme le précise A. Ginsbert, la ville absorbait chaque année 10.000 nouveaux venus. Le plus grand nombre d'entre eux (80 %), sans formation professionnelle, ne pouvait entreprendre que des travaux manuels (3). Comme Lodz était une ville industrielle, il est évident que le prolétariat dominait dans la structure sociale de la population. D'après le recensement général de 1931, le pourcentage de la population ouvrière atteignait 69,7 % et était beaucoup plus fort que dans les autres villes polonaises, comme Varsovie (51 %), Cracovie (45 %) et Poznan (53 %) (4).

En 1931, la structure sociale de la population de Lodz se présentait ainsi : 69,7 % d'ouvriers; 18,6 % de petite classe bourgeoise; 9,6 % de travailleurs intellectuels et 2,1 % de capitalistes. Pour la plus grande partie de la population (70 %), le bien-être matériel dépendait de la bonne conjoncture de l'industrie locale. Remarquons que celle-ci avait été fortement endommagée pendant la première guerre mondiale; ses pertes avaient atteint 385 millions de roubles-or et on avait de grands problèmes pour pouvoir la remettre en marche. Mais, c'est surtout la perte des marchés de vente orientaux, entre autres russes, qui était à l'origine de la stagnation d'une industrie avant tout textile. Par conséquent, pendant tout l'entre-deux-guerres, on n'avait pu atteindre le niveau d'emploi d'avant 1914 (5).

D'une façon générale, la mauvaise conjoncture industrielle de la ville était causée par les crises économiques qui abaissèrent le nombre des ouvriers em-

ployés de 50 %, de 112.000 à 57.000 personnes. Le nombre de chômeurs enregistrés passa de 6.000 en 1923, à 59.000 en 1925 (6). La grande crise économique des années 1929-1933 l'amena à 93.000. Pendant la dépression d'après la crise (années 1934 - 1936) le nombre des chômeurs oscillait de 58.000 à 74.000 (7). En réalité, l'étendue du chômage était bien plus grande car on n'enregistrait pas ceux qui avaient travaillé moins de vingt semaines dans l'année et, depuis 1932, vingt-six semaines. On avait aussi exclu de la liste des chômeurs les travailleurs des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat.

La situation matérielle des familles d'ouvriers qui avaient du travail était nettement fonction de la branche industrielle et de la conjoncture économique. Les salaires dans l'industrie textile dépendaient du sexe et de l'âge de l'ouvrier. Les salaires des femmes ne se montaient qu'aux deux tiers du salaire moyen des hommes et ceux des jeunes au tiers. Dans les années trente, le gain d'une semaine d'un ouvrier du textile atteignait la somme de 27-30 zlotys. Dans les autres branches de l'industrie, comme par exemple dans l'industrie minière, il se montait à 22 zlotys, dans l'habillement à 24, dans l'alimentation à 28, dans l'électrotechnique à 31, dans le cuir à 34, dans l'industrie chimique à 36, dans l'industrie sidérurgique à 37 (8). Il suffit de comparer ces chiffres avec les frais d'entretien d'une semaine (32 zlotys pour une famille ouvrière de quatre personnes) pour voir que seuls les salaires de certaines branches pouvaient y subvenir.

Dans les familles de chômeurs, la situation matérielle était tragique parce que, conformément à la loi, les Fonds de Chômage n'accordaient les allocations que pendant dix-sept semaines et, pendant la grande crise, pendant treize semaines seulement (9).

A ces conditions si difficiles pour les ouvriers de la ville, ajoutons encore la pénurie des logements. Le recensement de 1931 nous démontre que la plupart des familles ouvrières habitaient des logements d'une pièce presque sans équipement. 82,2 % des ouvriers de l'industrie habitaient un logement d'une pièce; 14,5 % de deux pièces et 3,3 % de plusieurs pièces (10). En 1933, par exemple, 50 % des logements ouvriers avaient une superficie de 15 m<sup>2</sup> et 7,7 % seulement plus de 25 m<sup>2</sup>. Pour Lodz, la moyenne de peuplement par pièce atteignait, en 1921, 2,3 personnes; en 1931, 2,5 personnes. Par contre, dans les familles ouvrières, les indices portant sur une pièce étaient bien plus grands : en 1927, ils s'élevaient à 3,8 et, en 1933, à 4,2 (11).

Les logements surpeuplés des ouvriers étaient bien souvent des mansardes et se caractérisaient par des conditions sanitaires bien basses. Il suffit de préciser qu'en 1927, 15,2 % seulement des logements ouvriers disposaient de l'électricité. De tous les logements de la ville, en 1931, 10,2 % avaient une installation de canalisation, 25,2 % une installation d'eau, 85,4 % l'électricité, 20,8 %

le gaz et 14,6 % ne possédaient aucune installation (12).

Vivant dans de telles conditions matérielles, les travailleurs étaient affectés de maladies contagieuses et sociales. Il s'agissait surtout de la tuberculose. Dans la moitié des années vingt, 20 % des décès étaient causés par cette maladie. La plupart de ces décès (78 %) avaient lieu dans des logements d'une pièce et 15 % dans des logements de deux pièces. Le surpeuplement des logements favorisait le développement de la tuberculose parmi les enfants. En 1939, 3 % des enfants de Lodz tombèrent malades de cette maladie sociale. Avec des salaires modiques, des privations de nourriture et des conditions de travail très difficiles, le pourcentage des ouvriers mourant de tuberculose augmenta de 31 %, allant jusqu'à 87 % (13).

Devant cette situation, le service de santé avait devant lui beaucoup de travail.

Nous discernons quatre secteurs dans l'assistance sanitaire à Lodz, pendant les années 1918-1939, à savoir : l'organisation communale autonome, l'organisation des travailleurs (Caisse des Malades et Société d'Assurance Sociale), les organisations religieuses et sociales, et, enfin, l'organisation privée.

L'organisation communale développa ses activités sur la base de la loi sanitaire du 19 juillet 1919 (14) en trois temps :

- 1 — La création, le 1er avril 1919, du Service de Santé Publique auprès de la municipalité de la ville.
- 2 — Les années 1925-1932 au cours desquelles le Service de Santé Publique reçut le statut d'organisation.
- 3 — Les années 1933-1939 liées au fonctionnement d'un commissariat du Conseil Municipal qui influençait les changements de structure du Service de Santé.

Jusqu'à la fin de 1924, le Service de Santé eut plusieurs sections : sanitaire, hospitalière, économique, de la lutte contre la tuberculose, générale, du nettoyage de la ville, technique et vétérinaire (15). Après la réorganisation survenue en 1925, le Service de Santé fut divisé en sections hospitalière, sanitaire, vétérinaire, et à partir de 1933, on lui ajouta la section générale qui s'occupait des affaires d'organisation, économiques et budgétaires (16).

Dès son avènement, le Service de Santé dut faire face aux difficultés budgétaires. Et pourtant il recevait la plus grande partie de ses fonds de la ville (17). Il suffit de mentionner qu'au cours des années 1921-1931, le budget du Service de Santé représentait plus de 20 % du budget de la ville (tableau 1). Oui, mais les besoins étaient bien plus grands, surtout pendant la crise et pendant la dé-

pression qui suivit la crise, quand le nombre des chômeurs eut atteint le chiffre de 90.000. De jour en jour, augmentait le nombre des malades pauvres qui ne pouvaient recevoir une aide efficace du Service de Santé Municipal. En 1932, on dut refuser 2.519 malades pauvres qui relevaient pourtant d'une hospitalisation (18).

Le Service de Santé devait gérer cinq hôpitaux municipaux, deux dispensaires pour adultes, un dispensaire pour enfants, une salle de désinfection de la gale, une salle de désinfection générale, deux établissements de bains et un laboratoire bactériologique (19).

Pour mieux se rendre compte de l'état sanitaire de cette ville industrielle, il suffit de rappeler que la construction du réseau de canalisation a été commencée en 1924 et qu'en 1939 seuls 16 % des immeubles avaient accédé à ce réseau. Donc, il fallait en premier lieu lutter contre les maladies contagieuses et sociales.

Les épidémies des maladies contagieuses comme le typhus abdominal et le typhus exanthématique se répétaient de façon systématique et avec force quand les mauvaises conditions sanitaires coïncidaient avec la situation matérielle du prolétariat : 1929-1933 (tableau 2).

La lutte contre les maladies contagieuses était dirigée par la section sanitaire qui disposait d'une salle de désinfection, d'une maison d'isolement, des établissements de bains et d'un laboratoire bactériologique. Cette section employait encore de 7 à 12 médecins de quartiers qui avaient le devoir de veiller sur l'état sanitaire de la ville et de participer à la lutte contre les maladies contagieuses (20). Tous ces devoirs ne pouvaient être réalisés à cause du manque de vaccins et des autres médicaments nécessaires. Quand en 1932 il a fallu vacciner 60.000 personnes contre le typhus abdominal, le budget de la section sanitaire ne permit de vacciner que 3.000 personnes (21).

La maladie sociale la plus dangereuse était, sans aucun doute, la tuberculose. Auprès du Service de Santé, avait été organisée depuis 1912, une section spéciale, à la tête de laquelle se trouvait le docteur S. Sterling, militant social bien connu (22). Cette section remplissait un rôle de coordination et de prévention dans la lutte contre la tuberculose. Ses prestations étaient gratuites.

Sur l'initiative du docteur, en 1928, fut organisé le Conseil Principal de la Lutte contre la Tuberculose, pour coordonner la lutte antituberculeuse menée par cette section, avec celles de la Caisse des Malades et de la Section Ouvrière pour l'Éducation de l'Enfant. Grâce à cette action commune, le nombre de personnes auscultées dans les services antituberculeux de consultation au cours de la période 1920-1937, fut multiplié par quatre (tableau 3).

En plus des dispensaires, la ville disposait de deux centres antituberculeux, l'un à l'hôpital Saint-Alexandre, et à Radogoszcz, l'autre dans un sanatorium de

80 lits du quartier de Chojny. Le premier hôpital municipal antituberculeux, Sainte-Thérèse, fut ouvert dans la rue Zakatna en 1937. Auparavant, en 1919, on avait édifié à Lagiewniki, près de Lodz, un préventorium antituberculeux pour enfants, de 100 lits (23). Malgré les actions de tant d'institutions, les indices des décès par tuberculose restaient les plus hauts des grands centres industriels de Pologne (tableau 4).

Le Service de Santé Publique a aussi participé à la lutte contre le cancer en organisant un service de consultation dans la rue Gdanska (n<sup>o</sup> 83) et un centre de radiothérapie à l'hôpital Saint-Joseph, 75, rue Drownowska. Les soins anticancéreux étaient donnés gratuitement (24).

Le Service de Santé disposait encore de trois services généraux pour les malades des couches sociales les plus basses. De 1919 à 1932, le nombre des malades ainsi soignés augmenta de 85.000 à 187.000, révélant le paupérisme croissant de la population de Lodz (25).

Le Service Secours Urgent Municipal menait ses activités indépendamment du Service de Santé. Dans les années 1919-1938, le nombre de ses interventions a triplé, passant de 3.000 à 10.500 par année. Il faut encore souligner l'activité du service de consultations prénuptiales et du service pour la maternité consciente (26).

Par manque d'argent, le Service de Santé Municipal, ne pouvant soigner toute la population, s'est surtout occupé des couches les plus pauvres, c'est-à-dire des chômeurs et des protégés du service de l'assistance sociale.

Dans l'activité des organisations de travailleurs, nous discernons deux périodes : l'une de 1919 à 1933, est liée au fonctionnement de la Caisse des Malades; l'autre, de 1933 à 1939, est liée à l'activité de la Société d'Assurance Sociale. Grâce à la cotisation des personnes assurées, la Caisse des Malades avait pu mener une activité d'une grande valeur sociale. Les travailleurs payaient les deux-cinquièmes du montant de leur cotisation, leurs employeurs les trois-cinquièmes (27). La Caisse des Malades devait assurer une aide médicale gratuite en cas de maladie pour une durée de 26-39 semaines, des allocations de maladie jusqu'à 39 semaines (75 % du montant des salaires), une aide médicale de huit semaines après l'accouchement, une allocation d'accouchement de 100 %, une allocation d'allaitement de douze semaines, une aide infirmière pendant l'accouchement à domicile égale à la moitié de l'allocation et enfin une allocation de frais d'obsèques, équivalent à un salaire de trois semaines (28).

Pour les membres des familles assurés, la loi assurait une aide médicale gratuite d'une durée de treize semaines, une aide infirmière avec un supplément pour le temps de l'allaitement, un traitement à l'hôpital d'une durée de treize semaines et une allocation financière, égale à la moitié du salaire de l'assuré (29).

Jusqu'en 1933, la Caisse Régionale des Malades de Lodz a développé, malgré de grandes difficultés financières, la base d'une médecine hospitalière, d'une médecine à domicile et à côté de quatre dispensaires fonctionnant dans des usines, elle a organisé deux services polyvalents modernes, rue Lecznicza et rue Lagiewicka. Dans les années 1928-1930, elle a construit un hôpital de 500 lits rue Zagajnikowa — maintenant rue Kopcynskiego. En plus, elle a organisé deux sanatoriums antituberculeux à Lagiewniki et à Tuszyn près de Lodz. Pour élargir l'efficacité du traitement, la Caisse des Malades a créé ses propres pharmacies.

Elle avait aussi son Service Secours Urgent pour Accidents et pour Accouchements. Ce service-là disposait de cinq automobiles et employait neuf médecins, dix-sept infirmiers et six employés (30).

L'introduction de la Société d'Assurance Sociale, en 1934, a largement limité les prestations pour les assurés. La nouvelle loi a liquidé le caractère gratuit de l'aide médicale et a augmenté en même temps de 50 % la cotisation de l'assuré (31). On a abaissé l'allocation de maladie jusqu'à 50 % du salaire, la durée des prestations a été réduite à vingt-six semaines, de même que l'allocation d'accouchement et, enfin, on a introduit un supplément de tarif de 10-20 groszy, pour les consultations, les interventions médicales et les médicaments.

Quand on compare le nombre des assurés à celui des habitants de la ville, on constate un abaissement très évident du pourcentage de ceux qui bénéficiaient des prestations du service de santé des travailleurs après 1934. Précisons qu'en 1932, plus de 30 % (147.000 sur 472.000) de l'ensemble de la population profitaient de l'aide de la Caisse des Malades, par contre, en 1938, ce pourcentage s'abaisse jusqu'à 25 % (172.000 sur 665.000) (32). Nous pouvons donc dire que 75 % des habitants de Lodz ne bénéficiaient pas des prestations de la Société d'Assurance Sociale.

Dans cette situation, le secteur social et privé, le secteur des congrégations, jouaient un rôle complémentaire. Du point de vue de l'organisation, nous avons affaire ici à toutes les institutions de l'assistance médicale qui travaillaient dans le cadre des sociétés de bienfaisance, des communautés culturelles et des personnes privées. Il faut surtout souligner l'activité de la Société de Bienfaisance de Lodz qui entretenait deux grands hôpitaux : l'hôpital psychiatrique de Kochanowka et l'hôpital pour enfants placé sous le vocable d'Anne-Marie. L'hôpital de Kochanowka connut, jusqu'en 1938, un essor remarquable. Le nombre des lits atteignit alors 628 et le nombre des malades traités qui étaient cinq cents en 1918, passe à mille en 1938. L'hôpital Anne-Marie recevait dans l'année, de 1.363 à 3.223 jeunes malades. Ces deux hôpitaux disposaient d'un équipement moderne et le personnel qu'on y employait était hautement quali-

fié. L'hôpital Kochanowka était pour toute la Pologne un centre de formation de cadres psychiatriques. L'hôpital pour enfants, lui, avait sept sections et égalait, par son niveau, les cliniques universitaires du pays et même de l'Europe (33).

La Société de Bienfaisance dirigeait aussi trois garderies pour enfants d'âge pré-scolaire et trois salons de thé. Dans la Maison de Retraite, située 60, rue Narutowicza, elle organisa un établissement d'accouchements et de gynécologie sous le vocable de Sainte-Élisabeth où les femmes les plus pauvres pouvaient accoucher aux frais de la Société. A l'initiative de la Société Chrétienne de Bienfaisance de Lodz des années 1920-1926, se créa un premier centre de traitement des malades du cancer à l'aide du radium. La Société avait acheté 54 mg de radium et favorisé la formation d'un médecin capable de diriger la radiothérapie. En outre, elle a, en partie, participé à l'achat de l'appareil de radiographie (34).

La Communauté protestante, elle, dirigeait deux hôpitaux. Le premier, de 220 lits, était situé 42, rue Polnocna; le deuxième, de 75 lits, était un hôpital chirurgical sous le vocable de Saint-Joseph, 195, rue Wolczanska (35).

La ville où se côtoyaient plusieurs communautés religieuses, avait encore des institutions dirigées par des sociétés philanthropiques juives. La Communauté Juive entretenait un grand hôpital de 200 lits, du nom du couple Poznanski, aux n<sup>os</sup> 1-3 de la rue Targowa. Pour les femmes juives non mariées, la Communauté Juive et la Société Juive de Bienfaisance dirigeaient une clinique d'accouchements et de gynécologie de 75 lits au 13, rue Sterlinga (36). Les cliniques et les dispensaires privés jouaient un grand rôle dans des thérapeutiques spécialisées de la médecine comme la gynécologie, la chirurgie, l'ophtalmologie et la laryngologie. Ces centres de traitement étaient destinés à des personnes riches. C'étaient l'hôpital «Betleem» de 100 lits spécialisé en chirurgie et en gynécologie et dans les traitements à base du radium, qui se trouvait au 15, rue Podlesna (aujourd'hui rue Curie-Sklodowska); la clinique chirurgicale et gynécologique Unitas, de 40 lits, de caractère sélectif car elle était destinée aux femmes des industriels de Lodz (37).

Il faut encore signaler les sociétés dont l'activité avait un caractère de bien public, qui menaient une lutte contre les maladies sociales, organisaient des actions prophylactiques et propageaient l'instruction sanitaire. Notons ici la Société Ouvrière des Amis des Enfants qui s'occupait de la lutte contre la tuberculose, la Société Goutte de Lait, la Société de la Lutte contre le Cancer et la Croix-Rouge Polonaise. Cette dernière avait dans son rayon d'action toutes les couches sociales et elle remplissait d'importantes fonctions sanitaires et d'instruction.

On ne pourrait oublier l'important rôle propagateur des organisations professionnelles et scientifiques de médecins et de pharmaciens, de la Société

Médicale de Lodz, de la Chambre des Médecins de Lodz, de la Société des Pharmaciens de Lodz et du Syndicat des Pharmaciens. La ville de Lodz avait de grands besoins dans le domaine sanitaire. Le nombre des lits d'hôpitaux pour 1.000 habitants était l'un des plus bas de Pologne (4,7), à Varsovie : 5,7, à Cracovie : 5,3. Déjà, en 1935, un groupe de médecins progressistes avait décidé de faire des démarches pour créer une école supérieure de médecine à Lodz. La réalisation de cette initiative ne put entrer en vigueur à cause du déclenchement de la guerre, en septembre 1939 (38).

*Wieslaw PUS*  
(Université de Lodz)



**TABEAU 1**  
**LES BUDGETS DU SERVICE DE SANTÉ PUBLIQUE A LODZ**  
 de 1919 à 1937

<i>Années</i>	<i>Budget (en marks et zlotys)</i>	<i>% du budget de la ville</i>
1919	4.879.000 marks	11,1
1920	10.103.000 marks	10,7
1921	61.716.000 marks	19,0
1922	841.630.000 marks	21,6
1924	1.744.000 zlotys	20,0
1925	2.847.000 zlotys	26,0
1926	2.911.000 zlotys	23,7
1927	4.165.000 zlotys	21,3
1928	5.101.000 zlotys	22,6
1931	5.432.000 zlotys	20,5
1932	4.926.000 zlotys	19,9
1933	4.275.000 zlotys	19,2
1934	3.949.000 zlotys	17,5
1935	3.518.000 zlotys	16,8
1936	3.636.000 zlotys	16,7
1937	4.785.000 zlotys	18,4

Source :

«Dziennik Zarządu m. łodzi»/Journal de l'Administration de la ville de Lodz/, 1922, nr 15; 1933, nr 27; 1937, nr 4; «Księga Pamiątkowa Dzieśięciolecia Samorządu m. Łodzi 1919-1929»/Le livre de mémoire du dixième anniversaire de l'Autonomie de la ville de łodzi 1919-1929/; A. Ginsbert; Łódź; Łódź 1962.

TABLEAU 2

LES CAS DE MALADIES CONTAGIEUSES A LODZ  
de 1919 à 1938 (chiffres absolus)

Années	MALADIES						Typhus abdo- minal	Typhus exanthé- matique
	Diphthérie	Dysenterie	Scarlatine	Rougeole	Variole			
1919	156	511	506	504	2	473	1.593	
1920	132	714	1.303	31	2	1.031	678	
1921	112	403	277	323	9	1.489	383	
1922	70	274	212	268	16	745	195	
1923	148	226	416	1.665	3	1.042	81	
1924	335	118	766	893	1	1.045	66	
1925	547	50	600	1.337	—	703	10	
1926	691	72	939	1.763	—	804	5	
1927	813	46	1.162	1.601	—	701	3	
1928	735	28	841	723	—	537	20	
1929	1.000	29	1.411	1.334	—	866	—	
1930	1.343	22	2.291	1.741	—	615	1	
1931	1.334	37	1.030	782	—	798	—	
1932	2.190	42	1.939	2.293	—	1.382	1	
1933	1.186	14	1.468	679	—	840	34	
1934	1.134	16	1.311	1.655	—	973	18	
1935	846	1	1.028	1.527	—	816	18	
1936	810	—	1.130	1.199	—	1.041	8	
1937	513	—	1.511	—	—	1.188	—	
1938	441	—	985	—	—	552	—	

## Source :

« Księga Pamiątkowa Dziesięciolecia Samorządu m. Łodzi 1919-1929, »/Le livre de mémoire du dixième anniversaire de la ville de Łódź 1919-1929/, Łódź 1929, p. 216; « Mały rocznik statystyczny m. Łodzi »/Le petit annuaire statistique de la ville de Łódź/, 1934, p. 14; 1935, p. 28; 1936, p. 32; « Wojewódzkie Archiwum Państwowe w Łodzi, Sprawozdanie Wydziału Zdrowotności Publicznej 1933-1937 »/Les Archives Nationales de la voïodie à Łódź, Compte-rendu du Service de Santé Publique 1933-1937/, sign. 36, p. 19.

**TABLEAU 3**  
**NOMBRE DE PERSONNES EXAMINÉES**  
**DANS DES SERVICES ANTITUBERCULEUX A LODZ**  
**de 1920 à 1937**

<i>Années</i>	<i>Nombre de malades</i>
1920	4.567
1921	4.397
1922	4.845
1923	5.237
1924	7.585
1925	7.737
1926	7.228
1927	7.902
1928	10.988
1929	11.204
1930	13.723
1931	14.868
1932	16.372
1934	19.830
1935	16.760
1936	18.374
1937	18.526

Source :

«Księga Pamiątkowa Dziesięciolecia Samorządu m' Lodzi»/Le livre de mémoire du dixième anniversaire de l'Autonomie de la ville de Lodz/, p. 209; «Wojewodzkie Archiwum Państwowe w Lodzi, Wydział Zdrowotności Publicznej»/Les Archives Nationales de la voïvodie à Lodz, Comptendu du Service de Santé Publique/, sign. 36, p. 20.

TABLEAU 4

MORTALITÉ GÉNÉRALE ET MORTALITÉ PAR TUBERCULOSE A LODZ  
de 1919 à 1936 (pour dix mille habitants)

Années	Taux de mortalité		Rapport des décès par tuberculose à la mortalité générale (en %)
	Générale	Par tuberculose	
1919	220,8	58,5	26,5
1920	221,2	37,7	16,9
1921	168,5	27,4	16,3
1922	165,7	29,8	18,0
1923	168,0	29,2	17,3
1924	158,4	29,7	18,7
1925	140,5	25,3	18,0
1926	139,8	27,6	19,7
1927	138,2	27,0	19,4
1928	139,2	26,7	19,2
1930	123,0	19,6	15,9
1931	118,0	20,9	17,7
1932	123,0	17,9	14,5
1933	112,0	17,0	17,6
1934	114,0	16,0	18,8
1935	114,1	15,4	16,2
1936	110,5	13,9	15,1

Source :

E: Rosset, «Zagadnienie gospodarki samorządowej m. Łodzi» /Le problème de l'économie autonome de la ville de Łodz/ , Łodz 1926, p. 44; «Mały rocznik statystyczny m. Łodzi 1930-1934» /Le petit annuaire statistique de la ville de Łodz 1930-1934/, Łodz 1936, p. 8.

## NOTES

- 1 – A. GINSBERT, *Lodz*, Lodz 1962, p. 88, tabl. 12.
- 2 – B. WACHOWSKA, «Struktura wyznaniowo-narodowoscicwa i społeczno-zawodowa proletariatu Lodzkiego», «Structure culturelle, nationale et socio-professionnelle du prolétariat de Lodz», *Rocznik Lodzki*, t. 21, 1976, p. 40.
- 3 – GINSBERT, *op. cit.*, p. 95.
- 4 – *Ibid.*, p. 96.
- 5 – B. WACHOWSKA, *Zycie gospodarcze Lodzi w okresie miedzywojennym – La vie économique à Lodz dans l'entre-deux-guerres*, Lodz, 1973, p. 32-48.
- 6 – *Ibid.*, p. 19.
- 7 – *Maly rocznik statystyczny m. Lodzi, 1936 – Le Petit annuaire statistique de la ville de Lodz, 1936*, Lodz, 1938, p. 139.
- 8 – *Ibid.*, p. 120.
- 9 – B. WACHOWSKA, *Strajki okupacyjne w lodzdim okregu przemyslowym w latsch kryzysu gospodarczego 1929-1933 – Les grèves d'occupations dans la région industrielle de Lodz pendant la crise économique 1929-1933*, Lodz, 1967, p. 21-23.
- 10 – L. MROCZKA, «Warunki mieszkaniowe robotników lodzkich w latach 1918-1939» – «Les conditions de logement des ouvriers de Lodz dans les années 1918-1939», *Rocznik Lodzki*, t. 25, 1977, p. 167, tabl. 4.
- 11 – *Ibid.*, p. 168.
- 12 – K. KRZECZKOWSKI, *Kwestia mieszkaniowa w miastach polskich – La question du logement dans les villes polonaises*, Warszawa, 1939, p. 199.
- 13 – MROCZKA, *op. cit.*, p. 176, tabl. 9.
- 14 – J. FIJATEK, J. INDULSKI, «Podstawowe etapy rozwojowe opieki zdrowotnej w Lodzi» – «Les principales étapes du développement de la protection de la santé à Lodz», *Annales Academiae Medicae Lodziensis*, t. XVI, supplément 13, 1975, p. 33.
- 15 – S. KEMPNER, «Trzylicie Wydziału Zdrowotności Publicznej» – «Le triennat du Service de Santé Publique», *Dziennik Zarządu m. Lodzi*, 1922, n<sup>o</sup> 27, p. 120.
- 16 – M. KALINOWSKI, «Organizacja Zarządu Miejskiego w Lodzi» – «L'organisation de l'Administration Municipale de Lodz», *Dziennik Zarządu m. Lodzi*, 1933, n<sup>o</sup> 3, p. 120.
- 17 – GINSBERT, *op. cit.*, p. 165, tabl. 63.
- 18 – S. KEMPNER, «Sytuacja i zadania samorządu lodzkiego wobec kryzysu gospodarczego» – «La situation et les tâches de l'autonomie de Lodz face à la crise économique», *Dziennik Zarządu m. Lodzi*, 1933, n<sup>o</sup> 6, p. 330.
- 19 – *Samorząd m. Lodzi w latach 1928-1932 – L'autonomie de la ville de Lodz 1928-1932*, p. 100, 118.

- 20 – *Dziennik Zarządu m. Łodzi – Le Journal de l'Administration de la ville de Łodz*, 1922, n<sup>o</sup> 28, p. 1.
- 21 – KEMPNER, «Sytuacja...» – «Situation...», p. 330.
- 22 – *Ksiąga pamiątkowa Dziesięciolecia Samorządu m. Łodzi 1919-1929 – Le livre de mémoire du dixième anniversaire de l'Autonomie de la ville de Łodz 1919-1929*, Łodz, 1929, p. 209.
- 23 – S. STANCZUK, «Szpitalnictwo miejskie w walce z gruźlicą w Łodzi» – «Les hôpitaux municipaux dans la lutte contre la tuberculose à Łodz», *Dziennik Zarządu m. Łodzi*, 1938, n<sup>o</sup> 5, p. 526-527.
- 24 – Samorząd m. Łodzi... – *L'autonomie de la ville de Łodz...*, op. cit., p. 117.
- 25 – *Księga pamiątkowa... – Le livre de mémoire...*, op. cit., p. 209.
- 26 – *60 lat łódzkiego Pogotowia Ratunkowego w służbie społeczeństwa – Les 60 ans du Service Secours Urgent de Łodz au service de la population*, Łodz, 1959, p. 63-65.
- 27 – *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej – Le Journal des Lois de la République Polonaise*, 1920, n<sup>o</sup> 47, art. 15.
- 28 – *Ibid.*, art. 20.
- 29 – J. KASZNICKI, *Analiza ustaw ubezpieczeniowych w II Rzeczypospolitej – L'analyse des lois d'assurances pendant la Deuxième République*, p. 4.
- 30 – FIJATEK, *Indulski*, op. cit., p. 35-36.
- 31 – K. RUSINEK, *Z dziejów walk o ochronę pracy – Sur l'histoire de la lutte pour la protection du travail*, Warszawa, 1957, p. 332.
- 32 – M. ORŁOWSKI, *Działalność Ubezpieczalni Społecznej w Łodzi – L'activité de la Société d'Assurance Sociale à Łodz*, Łodz, 1939, p. 21.
- 33 – T. WIERZBICKI, «Dzieje szpitala w Kochanowce» – «L'histoire de l'hôpital à Kochanowska», *Archiwum Historii Medycyny*, 1962, n<sup>o</sup> 1, p. 56; T. MOGILNICKI, *Dwudziestopięcioletnie szpitala Anny-Marii w Łodzi – Les vingt-cinq ans de l'hôpital Anne-Marie à Łodz*, Łodz, 1930, p. 12.
- 34 – *Sprawozdania z działalności Łódzkiego Chrześcijańskiego Towarzystwa Dobroczynności za lata 1924-1926 – Compte-rendu de l'activité de la Société Chrétienne de Bienfaisance de Łodz pendant les années 1924-1926*, p. 5.
- 35 – *Urzędowy spis Ministerstwa Opieki Społecznej – Liste officielle du Ministère de la Protection Sociale*, 1939 – *Rocznik Lekarski Rzeczypospolitej za 1936 – L'Annuaire médical de la République pour l'année 1936*, p. 620-621.
- 36 – *Informator lekarski woj. łódzkiego 1939 – L'informateur médical de la voievodie de Łodz 1939*.
- 37 – *Ibid.*
- 38 – W. TOMASZEWICZ, *Ze wspomnień lekarza – Les souvenirs d'un médecin*, Warszawa, 1965, p. 483-485.